

UN MODE D'EXÉCUTION MODERNE

Au cours de l'histoire, les méthodes d'exécution ont évolué, ainsi la guillotine, le bûcher, l'écartèlement par des chevaux, l'écrasement par un éléphant ne sont plus utilisés. De nouvelles techniques et des préoccupations éthiques ont fait changer les modes opératoires.

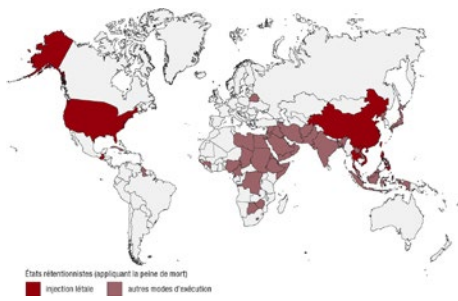
L'injection létale est une méthode qui consiste à injecter un ou plusieurs produits à un condamné afin de lui enlever la vie. Par rapport aux autres modes d'exécution (pendaison, lapidation, décapitation, fusillade, électrocution) l'approche est dite "humaine, moderne et fonctionnelle".

Aux États-Unis, en février 1977, le premier État à adopter l'injection létale fut l'Oklahoma, suivi du Texas la même année. Ce dernier a procédé à une telle exécution pour la première fois le 7 décembre 1982.

Depuis, l'ensemble des États fédéraux américains, où la peine de mort est en vigueur, privilégie ce mode d'exécution (dans certains États le condamné peut choisir une alternative).

Depuis différents pays ont opté pour cette méthode : la Chine en 1997, le Guatemala en 1998, les Philippines en 1999, la Thaïlande en 2002, le Viêt-Nam en 2011 et les Maldives en 2015.

En trois décennies, plusieurs milliers de personnes ont ainsi été exécutées dans le monde : 3 au Guatemala, 6 en Thaïlande, 7 aux Philippines, plus de 1250 aux États-Unis et plusieurs dizaines de milliers en Chine.



L'INJECTION LÉTALE COMME MODE D'EXÉCUTION



L'INJECTION LÉTALE AUX ÉTATS-UNIS

L'exécution par injection létale consiste à administrer au condamné des doses massives de substances chimiques pour provoquer la mort.

Le condamné à mort est généralement installé et sanglé sur une table matelassée.

Deux cathéters sont ensuite placés sur son bras, ils serviront à injecter les produits (le second ne sert qu'en cas d'urgence). Le matériel utilisé est stérilisé, car il est possible que le condamné obtienne un sursis après la pose des cathéters.

Des techniciens formés sont chargés d'installer les cathéters et plusieurs autres de préparer et injecter manuellement les produits dans une pièce adjacente, derrière un miroir semi-réfléchissant.

Jusque vers 2010, la plupart des États américains appliquant la peine de mort employaient le même protocole d'injection létale de trois substances. D'abord, du thiopental sodique ou du pentobarbital qui anesthésie le condamné. En second, du bromure de pancuronium, qui paralyse les muscles. En troisième, du chlorure de potassium qui provoque un arrêt cardiaque.

L'exécution par injection létale dure une quinzaine de minutes maximum. Des témoins peuvent assister à la scène dans une salle adjacente.

LA POSITION DES INSTANCES MÉDICALES

Depuis 1982, de nombreux médecins estiment que cela va à l'encontre de leur déontologie de participer à l'application de la peine capitale.

Le Bureau américain des anesthésistes (ABA) a déclaré que tous ses médecins qui participeraient à une exécution seraient sanctionnés.

Plusieurs entreprises pharmaceutiques, depuis 2009, ont cessé de vendre et parfois de produire les agents chimiques utilisés à des fins d'injection létale.

De nombreux vétérinaires expriment eux aussi leur désaccord avec les techniques employées, arguant que pour l'euthanasie des animaux ils n'utilisent pas ces produits (au Texas, les substances interdites pour les chats et les chiens ne le sont pas dans le cadre des exécutions).



Il y a plus de 2900 condamnés dans les couloirs de la mort aux États-Unis.

AMNISTIE
INTERNATIONALE



COORDINATION POUR
L'ABOLITION DE LA
PEINE DE MORT

LA PÉNURIE DE PRODUITS

Le seul fabricant américain de thiopental de sodium, l'anesthésiant du "cocktail de la mort", a suspendu sa production et s'est totalement retiré du marché début 2011.

Certains États à cours de "cocktail de la mort" ont commandé à des entreprises pharmaceutiques étrangères les produits nécessaires.

Mais l'entreprise danoise Lundbeck, principale source de pentobarbital, a rendu virtuellement impossible l'utilisation de cet autre anesthésiant à des fins d'exécution via une clause que les acheteurs doivent signer.

Début 2012, l'Union européenne, a officiellement décrété la limitation de l'exportation des produits utilisés pour la peine de mort. La majorité des entreprises pharmaceutiques ont leur siège en Europe.



Des nouveaux protocoles

Chaque État qui exécute ses condamnés à mort et qui n'a plus de stock de "cocktail de la mort" met en place un protocole différent.

Pour l'approvisionnement, certains États demandent à des pharmacies locales de leur préparer un mélange spécifique.

De nouveaux produits ont déjà été testés comme le midazolam ou l'hydromorphone.

Huit États ont déjà exécuté par injection unique de pentobarbital.

Dans chaque État, pour chaque nouvelle procédure et nouvelles substances utilisées, les avocats des condamnés à mort qui serviront de test exigent des précisions.

Ces appels sont souvent rejetés par la Cour Suprême de l'État ou ne permettent qu'un délai à l'exécution.



Le pentobarbital comme agent unique d'injection létale

L'exemple de Roy Willard Blankenship: 23 juin 2011, première exécution par injection de pentobarbital comme agent unique de l'État de Géorgie.

Les médias présents ont rapporté les faits suivants: « ...Il a regardé ensuite vers son bras droit et respiré deux fois avec sa bouche grande ouverte comme s'il s'étouffait. Une minute plus tard, il a poussé sa tête vers l'avant tout en prononçant des mots inaudibles. Ses yeux ne se sont jamais fermés. Ses mouvements se sont arrêtés dans les trois minutes suivantes et il a été déclaré mort 12 minutes plus tard. Les experts médicaux diffèrent d'opinion quant à savoir si les spasmes indiquaient que l'exécution avait été mal menée. »

Les rapports des médias sur l'exécution d'Eddie Duval Powell (16 juin 2011) portent des similitudes frappantes: « ... les yeux ouverts à nouveau, il leva la tête et le cou hors de la civière. »



LES EXÉCUTIONS "RATÉES" Le cas de Clayton Lockett

Le 29 avril 2014.
État de l'Okhoma, États-Unis.

Clayton Lockett, condamné pour le viol et le meurtre d'une jeune femme de 19 ans, a été exécuté à l'aide d'un cocktail médicamenteux encore jamais testé par l'Okhoma.

Quinze minutes après l'administration du sédatif, le directeur de la prison a ordonné l'arrêt de l'exécution constatant qu'elle ne se déroulait pas comme prévu. En effet, Clayton Lockett était agité, il soulevait les épaules de la table d'exécution, il grognait et prononçait des mots incompréhensibles. Le rideau séparant la salle d'exécution et la salle des témoins a été baissé.

Clayton Lockett est finalement décédé d'une crise cardiaque, 43 minutes après l'injection.

Le bimensuel « Mother Jones » titrait le matin du 29 avril « Est-ce que ce nouveau cocktail secret de produits fonctionne pour exécuter les gens ? L'Okhoma saura ce soir ». Les avocats de Clayton Lockett n'avaient pas obtenu d'informations sur la composition et la provenance des produits qui serviraient à l'exécution.

Depuis 1982 aux États-Unis, plus d'une trentaine d'exécutions par injection létale ont été qualifiées comme étant "ratées" à cause de la durée de l'exécution et/ou l'apparente souffrance du condamné.

LA SITUATION DE L'INJECTION LÉTALE EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

En Chine, l'exécution par arme à feu était pratiquée pour ôter la vie aux condamnés.

Depuis 1997, l'injection létale a été adoptée comme autre mode d'exécution possible. Présenté comme à la fois simple, propre et économique, sa mise en place a été inspirée par son caractère supposément moins violent pour le condamné, sa famille et les personnes qui participent à l'exécution. Les secrets d'état liés à l'application de la peine de mort en Chine rendent difficile de savoir quels sont les produits qui sont utilisés (les sources se contredisent et il est possible que cela varie à travers le temps et selon les régions).



Les droits humains et la peine de mort en Chine

Selon de nombreuses informations, la situation de la justice chinoise apparaît comme inéquitable: arrestations arbitraires, aveux forcés, procès à huis-clos, défense inadéquate, torture en prison, etc.

La diversité des crimes passibles de la peine de mort est grande, on peut noter des délits non violents tels que: trafic de drogue, jeux de hasard, corruption, trouble de l'ordre public, proxénétisme, fraude fiscale, vol de vaches, falsification de certificats, corruption, piraterie informatique, etc.

Le nombre d'exécutions demeure secret et mais plusieurs milliers d'exécution ont lieu chaque année.

La Chine exécute indéniablement plus que le reste du monde combiné.

L'EXÉCUTION Le bus de la mort

Même si certaines grandes villes comme Pékin disposent de leur propre lieu fixe au sein d'une prison pour procéder aux injections létales, les provinces lointaines disposent de bus spécialement aménagés à cet effet qui se déplacent à travers le pays.

Commercialisés en 2003, 18 «bus de la mort» avaient été commandés. Depuis une trentaine de bus supplémentaires auraient été livrés aux autorités chinoises.

Peu de personnes sont nécessaires pour procéder à l'exécution : un procureur, un officiel pour le côté juridique, un policier et un médecin légal chargé de planter l'aiguille et de constater le décès.

Six autres personnes assistent à la scène à l'avant du bus au moyen d'un circuit fermé de télévision.

Le bus d'exécution chinois rendrait plus facile la récolte des organes dans le secret pendant qu'ils sont encore utilisables.

LE TRAFIC D'ORGANES

La situation en Chine

En Chine, culturellement le corps d'une personne décédée doit rester intact.

Paradoxalement, c'est le pays où le délai d'attente pour une transplantation est le moins long. Il y a un marché pour les ventes illégales et les dons forcés.

Le commerce des organes en Chine profite aussi aux Occidentaux.

Les organes des exécutés

En mars 2012, le vice-ministre chinois de la Santé, Huang Jiefu a déclaré: «Les condamnés à mort exécutés sont la principale source des organes utilisés dans les transplantations en Chine à cause d'un manque de dons volontaires.»

Huang Jiefu assurait aussi vouloir réduire la proportion des organes provenant des condamnés à mort. Fin 2014, les autorités avaient annoncé qu'à partir du 1er janvier 2015, tous les donneurs seraient volontaires et qu'il n'y aurait plus aucune transaction financière. Ce programme ne fonctionne pas avec succès pour l'instant et apparaît comme une volonté d'apaisement face aux pressions internationales contre les prélèvements forcés.



Le consentement

Huang Jiefu a assuré que les droits des condamnés à mort étaient respectés car il faut une autorisation écrite de leur part.

Mais nul ne sait quand et comment parce qu'il est difficile de communiquer avec les condamnés à mort. Il est donc impossible d'être certain de leur liberté de consentement.



LA POSITION D'AMNISTIE INTERNATIONALE SUR LA PEINE DE MORT

D'après les textes de la *Déclaration universelle des droits de l'Homme*, d'autres instruments internationaux relatifs aux droits humains et de nombreuses constitutions nationales la peine de mort est une violation des droits humains.

Les Nations Unies ont réaffirmé et renforcé leur opposition à la peine capitale en décembre 2016, lorsque l'Assemblée générale a adopté une résolution demandant aux États membres qui maintiennent encore ce châtiment d'instituer un moratoire sur les exécutions « *en vue de l'abolition de la peine de mort* ». Une large majorité des États membres de l'ONU y sont favorables.

AMNISTIE INTERNATIONALE est opposée à la peine de mort en toutes circonstances et œuvre en faveur de son abolition dans tous les pays du monde.



Pourquoi abolir?

La peine de mort est prononcée et appliquée de façon arbitraire.

Elle est fréquemment prononcée à l'issue de procès contraires aux règles d'équité les plus élémentaires.

Elle est discriminatoire et touche souvent de manière disproportionnée les plus démunis et les minorités et les membres de certains groupes raciaux, ethniques et religieux.

Dans certains pays, c'est un moyen de répression, une manière expéditive et brutale de réduire au silence l'opposition politique.

L'exécution d'un condamné à mort est irréversible, les systèmes judiciaires étant sujets à l'erreur humaine le risque d'exécuter un innocent est donc toujours présent.

L'application de la peine de mort n'a sur les criminels aucun caractère dissuasif.

Quel que soit le mode d'exécution utilisé, c'est un châtiment cruel qui n'a pas sa place dans un système judiciaire moderne et équitable.

Nombreux sont les gouvernements qui s'imaginent encore pouvoir résoudre de graves problèmes sociaux ou politiques en exécutant quelques prisonniers, voire plusieurs centaines. La peine de mort, loin d'offrir une meilleure protection à la société, ne fait que répondre à la violence par la violence.

La peine de mort, infligée au nom de la Nation, affecte toute la population. Il est nécessaire de savoir ce qu'est la peine de mort, comment elle est utilisée, de quelle façon elle affecte tout un chacun et en quoi elle bafoue les droits fondamentaux.

Déclaration universelle des droits de l'Homme

Article 3: Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.
Article 5: Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.



L'abolition gagne certes du terrain,
mais trop lentement...

Le monde renonce peu à peu aux exécutions judiciaires.

À la fin de l'année 2016, 104 pays avaient aboli la peine de mort pour tous les crimes. En 1995, ces pays étaient au nombre de 59. Au total, 141 pays ont aboli la peine capitale en droit ou en pratique.

Seule une poignée de pays procèdent encore à des exécutions chaque année.

Par la sensibilisation, l'information, la solidarité internationale et la mobilisation d'un maximum d'individus AMNISTIE INTERNATIONALE prévient et dénonce les atteintes aux droits humains dans le monde, elle défend les victimes et elle exige réparation et elle interpelle les gouvernements et les autorités.

JOIGNEZ LA LUTTE POUR L'ABOLITION !!!

Contactez-nous :

pdm.coordination@amnistie.ca

Visitez-nous :

amnistiepdm.ca

Suivez-nous :

facebook.com/AI.Canada.PDM.DP

[Twitter.com/AmnistiePDM](https://twitter.com/AmnistiePDM)

AMNISTIE
INTERNATIONALE

